

---

**PROJET DE LOI DE REGLEMENT,  
GESTION 2020**

---



AVIS

de

**la Chambre Consultative Spéciale du 4 octobre 2022**

L'an deux mille vingt-deux et le mardi quatre du mois d'octobre, à seize heures, s'est réunie en la salle habituelle de ses audiences, la Chambre Consultative Spéciale du Conseil d'Etat aux fins de délibérer sur le projet de loi déterminant les ressources et les charges de l'Etat pour l'année 2023, ainsi que le projet de loi de règlement, de gestion 2020.

La Chambre Consultative Spéciale est saisie par lettre du Secrétaire Général du Conseil d'Etat du 4 octobre 2022.

Après avoir constaté que le quorum était atteint, le Président de la Chambre Consultative Spéciale a ouvert la séance et a donné la parole aux représentants du Gouvernement pour les exposés des motifs qui sous-tendent les deux projets.

A la suite de cet exposé, le Président a donné la parole aux membres de la Chambre pour leurs observations liminaires.

Après quelques observations de forme, la Chambre a entamé l'examen des projets soumis.

**SUR CE,**

**Vu la Constitution ;**

**Vu la loi organique n° 20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget ; ensemble les textes modifications subséquents ;**



**Vu la loi organique n° 009/2019 du 5 juillet 2019 portant organisation de la Justice en République Gabonaise ;**

**Vu l'ordonnance n° 00026/2018 du 11 août 2018 fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement des juridictions de l'ordre administratif, ratifiée ;**

**Vu la présentation des représentants du Gouvernement ;**

**APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI :**

La Chambre Consultative Spéciale fait les observations de forme et de fond suivantes :

**- SUR LE PROJET DE LOI DE REGLEMENT GESTION 2020**

- La Chambre a proposé quelques ajustements de forme mineurs.

**Ainsi délibéré et rendu le jour, mois et an que dessus, en Chambre Consultative Spéciale où siégeaient :**

- Paul Elie BEKALE, Président de Chambre (**PRESIDENT**)
- Anne LEKOUNDA, Secrétaire Général (**membre**) ;
- Paul Brice HELLEY ONDO, Président de Chambre (**membre**) ;
- Yolande ALEWINA, Président de Chambre (**membre**) ;
- Elie Nazaire OBIANG BEKALE, Président de Chambre (**membre**) ;
- Andréa APOUNGO, Vve AMVANE, Président de Chambre ; (**membre**) ;
- Geneviève BILOGO, Président de Chambre (**membre**) ;
- Solange RANAUD, ép. OLYMPIO (**membre**) ;
- Anita MEBIAME, ép. KOUMBI, CGL (**membre**)
- Jean Gaspard MINTSA ONDO, CGA à la loi (**membre**) ;
- Joseph MOUKAMBI MOUKAMBI, CGA à la loi (**membre**) ;
- Dieudonné ABA'OWONO, CGA à la loi (**membre**)
- Joachin MINTSA ONDO, CGA à la loi (**membre**) ;
- Michèle IGUERA ANIVA, épouse OGOULA, CGA (**membre**) ;
- Jean Marie MALOUANGOU, Conseiller (**membre**) ;
- Jean Sylvain IKAPITTE, Conseiller (**membre**) ;
- Henri PATURALT AGNONUE, Conseiller (**membre**) ;
- Jules ANOUMBA, Conseiller (**membre**) ;
- DIVASSA N'FAA, Conseiller (**membre**) ; 



- Albert NGUIA, Conseiller (**membre**) ;
- Charles OGANDAGA, Conseiller (**membre**) ;
- Vincent NGUEMA NZE, Conseiller (**membre**) ;
- Albert NANGA, Conseiller (**membre**) ;
- Alcandre MBOUROU, Conseiller (**membre**) ;
- Aimé NFOULA NGHANGUY, Conseiller (**membre**) ;
- Berthe Blandine IMMONGAULT ép. DELICAT, Conseiller (**membre**) ;
- Assistés de Maître MBOLO ONDO Martin, **Greffier en Chef**.

**Et ont signé, après lecture faite, le Président et le Greffier.**


 CONSEIL D'ÉTAT  
 REPUBLIQUE GABONAISE  
 UNION - TRAVAIL - JUSTICE  
 LE GREFFIER EN CHEF

*[Signature]*

**MBOLO ONDO Martin**


 Conseil d'État  
 REPUBLIQUE GABONAISE  
 UNION - TRAVAIL - JUSTICE  
 Président

*[Signature]*

**PAUL BE BEKALE**



**AVIS DE LA COUR DES COMPTES**

**RELATIF A LA DEMANDE DE MADAME LE MINISTRE DU BUDGET  
ET DES COMPTES PUBLICS SUR LE PROJET DE LOI DE  
REGLEMENT DU BUDGET DE L'ETAT GESTION 2020**

**La Cour des comptes, Chambre du Conseil,**

**Vu** la note de présentation n°000309/MBCP/CABM du 04 octobre 2022 enregistrée au Cabinet du Premier Président de la Cour des comptes le 05 octobre 2022, par laquelle le Ministre du Budget et des comptes publics a sollicité de la Juridiction Financière un avis sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat, gestion 2020 ;

**Vu** la Constitution ;

**Vu** la Loi Organique n°009/2019 du 05 juillet 2019 portant organisation de la Justice en République Gabonaise ;

**Vu** la Loi Organique n°003/2022 du 27 avril 2022 fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement des juridictions de l'ordre financier ;

**Vu** la Loi Organique n°11/94 du 17 septembre 1994 fixant l'organisation, la composition, les compétences, le fonctionnement et les règles de procédure de la Cour des comptes ;

**Vu** la Loi Organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois des finances et à l'exécution du budget, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

**Vu** le décret n°0094/PR/MBCP du 08 février 2016 portant règlement général sur la Comptabilité publique ;

**Vu** l'ordonnance n°001/CC/Cab/PP du 03 octobre 2022 de Monsieur le Premier Président de la Cour des comptes portant désignation de Monsieur Pierre MAGANGA-BAKITA, Président de Chambre, à l'effet d'assurer l'intérim du Premier Président de la Cour des comptes ;

**Vu** l'ordonnance n°0008/CC/Cab-PP du 05 octobre 2022 de Monsieur le Premier Président de la Cour des comptes portant désignation de Monsieur IYANGUI Alain-Christian, Président de Chambre, en qualité de rapporteur, à l'effet d'instruire la demande d'avis ci-dessus spécifiée ;

**Oùï** en son rapport et en ses observations, le magistrat-rapporteur ;

#### **APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI :**

**Considérant** que, par note n°000309/MBCP/CABM du 04 octobre 2022 susvisée, le Ministre du Budget et des comptes publics a saisi la Juridiction financière pour avis sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat, gestion 2020.

#### **SUR LA COMPETENCE DE LA COUR**

**Considérant** qu'aux termes des dispositions de l'article 48, tirets 9 et 10, de la Loi Organique n°003/2022 du 27 avril 2022 fixant l'organisation, la composition, la compétence et le fonctionnement des juridictions de l'Ordre financier, *la Cour des comptes examine pour avis, les projets de lois, d'ordonnances, procède à des enquêtes, aux contrôles et formule des avis à la demande du Président de la République, du Gouvernement, du Parlement ou de toute autre personne morale de droit public sur toutes questions d'ordre budgétaire, financier et comptable relevant de sa compétence ;*

**Considérant** qu'il résulte de ce qui précède que la demande d'avis formulée par le Ministre du Budget et des comptes publics sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat, gestion 2020 étant une question d'ordre budgétaire, financier et comptable ; qu'il y a donc lieu de déclarer la Cour compétente.

#### **SUR LA RECEVABILITE DE LA DEMANDE D'AVIS**

**Considérant** qu'aux termes de l'article 48 tiret 10 de la Loi Organique n°003/2022 du 27 avril 2022, précitée, la Cour des comptes procède à des

enquêtes, aux contrôles et formule des avis à la demande du Président de la République, du Gouvernement, du Parlement ou de toute autre personne morale de droit public sur toutes questions d'ordre budgétaire, financier et comptable relevant de sa compétence ;

**Considérant** que le Ministre du Budget et des comptes publics qui a saisi la Cour, pour avis, agit au nom du Gouvernement et doit, de ce fait, être considéré comme ayant qualité pour agir ; qu'il s'ensuit que la demande d'avis introduite par le Ministre du Budget et des comptes publics doit être déclarée recevable.

## **SUR L'EXAMEN AU FOND DE LA DEMANDE D'AVIS**

### **Sur la présentation du projet de loi de règlement**

**Considérant** que l'article 10 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget confère à la loi de règlement le caractère de loi de finances ;

**Considérant** qu'aux termes des dispositions de l'article 21 de la même loi organique précitée, tout projet de loi de finances est présenté, au nom du Premier Ministre et en liaison avec l'ensemble des Ministres sectoriels, par les Ministres chargés du Budget et de l'Economie ;

**Considérant** que le projet de loi de règlement, objet de la demande d'avis, est présenté au nom du Premier Ministre par les Ministres chargés du Budget et de l'Economie ; que sa présentation est conforme aux dispositions légales sus-rappelées.

### **Sur la structure du projet de loi de règlement**

**Considérant** qu'aux termes des dispositions de l'article 17 de la Loi Organique n°20/2014 du 21 mai 2015, tout projet de loi de règlement doit comporter deux parties dont la première, arrête les résultats de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité générale de l'exercice considéré et en donne quitus au Gouvernement et la deuxième partie, procède, le cas échéant, aux modifications de crédits ;

**Considérant** que l'examen du projet de loi de règlement soumis pour avis à la Juridiction Financière comporte effectivement les deux parties sus rappelées ; qu'il y a lieu de dire que ledit projet de loi règlement est, dans sa structure, conforme aux dispositions de l'article 17 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 susvisée ;

### **Sur les documents devant être joints à tout projet de loi de règlement**

**Considérant** que l'article 18 de la loi organique n°20/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget énumère les documents qui doivent être joints à tout projet de loi de règlement, notamment :

1. le tableau présentant le développement des recettes du budget général ;
2. l'état récapitulatif et justifiant tous les mouvements de crédits intervenus en cours d'année ;
3. les annexes explicatives développant, par programme ou par dotation, le montant définitif des crédits ouverts et des dépenses constatées ainsi que la répartition définitive des crédits par titre comparée à leur répartition initiale. Elles présentent également l'écart entre les estimations et les réalisations au titre des fonds de concours ;
4. les rapports annuels de performance présentant, sous le même format que les projets annuels de performance, pour chaque programme, les résultats obtenus comparés aux objectifs fixés, les actions développées et les moyens utilisés, accompagnés d'indicateurs d'activité et de résultats ainsi que d'une estimation des coûts des activités ou des services rendus. Ces rapports annuels de performance font également apparaître, par programme, les écarts entre les résultats de l'année considérée et les réalisations constatées dans la dernière loi de règlement.  
*L'élaboration des rapports annuels de performance incombe au Ministre responsable de mission qui le transmet, pour centralisation, aux services compétents du Ministère en charge du Budget ;*
5. les annexes explicatives développant, par programme, pour chaque budget annexe et chaque compte spécial, le montant définitif des recettes et des dépenses constatées, des crédits ouverts ou du découvert autorisé, ainsi que les modifications de découvert

- demandées. Ces annexes sont accompagnées de rapports annuels de performance ;
6. les annexes explicatives développant, par programme, pour chaque compte de prêt et avance et de garantie, les opérations effectuées ;
  7. les comptes de l'Etat qui comprennent :
    - les résultats de la comptabilité budgétaire avec le développement des recettes et dépenses budgétaires du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux,
    - le compte général de l'Etat comprenant la balance générale des comptes de l'année et les états financiers : bilan, compte de résultat, tableau des flux de trésorerie et état annexé dans les conditions définies par le règlement général sur la comptabilité publique. Il est accompagné d'un rapport de présentation qui indique notamment les changements de méthodes et des règles comptables appliquées au cours de l'exercice ;
  8. l'état développé des restes à payer et des restes à recouvrer de l'Etat, accompagné d'un rapport indiquant les mesures envisagées pour maîtriser ces restes à payer et restes à recouvrer ;
  9. le tableau des opérations financières de l'Etat.

**Considérant** qu'il ressort de l'examen des pièces jointes à l'appui de la demande d'avis que le projet de loi de règlement est accompagné de l'ensemble des documents sus-énumérés ;

### **Sur les résultats contenus dans le projet de loi de règlement**

**Considérant** qu'il ressort du projet de loi de règlement, objet de la demande d'avis, du rapport explicatif accompagnant ledit projet de loi et de la note de présentation, que le niveau d'exécution des recettes de la loi de finances s'établit à **1.644.957.886.738 francs CFA** et que le montant des dépenses s'établit à **1.918.800.897.367 francs CFA**, soit un déficit de **273.843.010.629 francs CFA** ;

**Considérant** que les opérations de trésorerie et de financement ont été exécutées en recettes pour un montant de **1.687.619.260.503 francs CFA** et

en dépenses pour un montant de **1.117.232.037.805 francs CFA**, soit un excédent de **570.387.22.698 francs CFA** ;

#### **Sur la situation financière de l'Etat**

**Considérant** que l'exercice 2020 s'est soldé par un excédent de trésorerie de **570.387.222.698 francs CFA** ; que dans le même temps, le stock de la dette intérieure, notamment la dette moratorisée, tel que notée dans la balance définitive des comptes de l'exercice considéré, est de **575.197.873.325 francs CFA** ;

**Considérant** que le choix de constater un excédent en trésorerie alors que la dette intérieure n'est pas apurée ne rend pas compte de la situation financière réelle de l'Etat.

### **PAR CES MOTIFS, EMET L'AVIS SUIVANT :**

**Article 1<sup>er</sup>** : La Cour des comptes est compétente pour émettre son avis sur le projet de loi de règlement du budget de l'Etat, gestion 2020, qui lui a été soumis.

**Article 2** : La demande d'avis introduite par le Ministre du Budget et des comptes publics sur ledit projet de loi de règlement est recevable.

**Article 3** : Le projet de loi de règlement, objet de la demande d'avis, a été présenté conformément aux dispositions de l'article 21 de la Loi Organique n°20/2014 du 21 mai 2015 susvisée.

**Article 4** : Le projet de loi de règlement, objet de la demande d'avis, a été élaboré, en ce qui concerne sa structure, conformément aux dispositions de l'article 17 de Loi Organique n°20/2014 du 21 mai 2015 susvisée.

**Article 5** : Le projet de loi de règlement, objet de la demande d'avis, est accompagné de l'ensemble des documents annexes prévus à l'article 18 de la Loi Organique n°20/2014 du 21 mai 2015 susvisée.

**Article 6** : Le choix de faire constater un excédent en trésorerie alors que la dette intérieure n'est pas apurée ne rend pas compte de la situation financière réelle de l'Etat.

Ainsi émis par la Cour des comptes réunie en Chambre du Conseil, le mercredi cinq octobre deux mil vingt-deux.

Où siégeaient :

- Pierre MAGANGA-BAKITA, Président de Chambre, Président ;
- Joseph MOUGUIAMA, Procureur Général, membre ;
- Vincent LEBONDO LE-MALI, Président de Chambre, membre ;
- Rosette MOUKETOU NEHME, Président de Chambre, membre ;
- Alain-Christian IYANGUI, Président de Chambre, membre ;
- Alex Euv MOUTSIANGOU, Président de Chambre, membre ;
- Murielle MINKOUE MEZUI épouse. MINTSA-MI-OWONO, Président de Chambre, membre ;
- Joseph ESSONO MVE, Président de Chambre, membre ;
- Pascal BENGA TONANGOYE, Président de Chambre, membre ;
- Eric Ildvert MEYE ME NDONG, Président de Chambre, membre ;
- Marie Sylvie NGASSADJOGO, Procureur Général Adjoint, membre ;
- Yvette YEBESSET NDJELI épouse IKAPI, Procureur Général Adjoint, membre ;
- Léa Mireille NGOUKOU NGOUMA épouse NDOYE LOURY, Conseiller-Maître, membre ;
- Manuella NGUEMA, Conseiller-Maître, membre ;
- Haudret Sidonie FOUSSADJOGHO, Conseiller-Maître, membre ;
- Adebayo Sofiath BISSIRIOU, Conseiller-Maitre, membre ;

Assistés de Michel IKAPI, Secrétaire Général de la Cour des comptes, assurant le secrétariat de la Chambre du Conseil.

Et ont signé :

Le Secrétaire Général de la  
Cour des comptes,  
Secrétaire de la Chambre  
du Conseil

  
**Michel IKAPI.**

P: le Premier Président de la  
Cour des comptes et P.O.

Le Président de Chambre  
assurant l'intérim

  
**Pierre MAGANGA-BAKITA.**

Table des matières	
DES DISPOSITIONS GENERALES .....	3
Article 1 <sup>er</sup> .....	3
PREMIERE PARTIE : DES RESULTATS DE LA COMPTABILITE BUDGETAIRE ET DE LA COMPTABILITE GENERALE.....	3
CHAPITRE PREMIER : DES RESULTATS DES OPERATIONS BUDGETAIRES.....	3
Article 2 .....	3
Article 3 .....	4
Article 4 : .....	4
SECTION 1 : DES OPERATIONS DU BUDGET GENERAL .....	4
Article 6 .....	6
Article 7 .....	6
Article 8 .....	6
Article 9 : .....	8
Article 10 .....	8
SECTION 2 : DES OPERATIONS DES COMPTES D’AFFECTATION SPECIALE .....	9
Article 12 .....	9
Article 13 : .....	10
CHAPITRE II : DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT.....	11
Article 14 .....	11
SECTION 1 : DES RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT.....	11
Article 15 .....	11
SECTION 2 : DES CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT .....	11
Article 16 .....	11
CHAPITRE III : DES RESULTATS DE LA COMPTABILITE GENERALE .....	12
SECTION 1 : DE LA PRESENTATION DU BILAN .....	12
Article 17 .....	12
Article 18 .....	13
SECTION 2 : DE LA PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT.....	13
Article 19 .....	13
Article 20 .....	14
CHAPITRE IV : DU QUITUS .....	14
Article 21 .....	14
DEUXIEME PARTIE : DE LA MODIFICATION DES CREDITS .....	15
CHAPITRE PREMIER : DE LA RATIFICATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS.....	15
Article 22 .....	15
Article 23 .....	15
CHAPITRE II : DE L’ANNULATION ET DE L’OUVERTURE DE CREDITS .....	19
Article 24 .....	19
Article 25 .....	19
DES DISPOSITIONS FINALES .....	20
Article 26 .....	20

**Loi n° \_\_\_\_\_/2022  
portant règlement définitif du budget de l'Etat  
pour la gestion de l'année 2020**

L'Assemblée Nationale et le Sénat ont délibéré  
et adopté ;

Le Président de la République, Chef de l'Etat,  
Promulgue la loi dont la teneur suit :

**DES DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le présent projet de loi de règlement, pris en application des dispositions des articles 47 de la constitution et 17 de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015 relative aux lois de finances et à l'exécution du budget, ensemble les textes modificatifs subséquents, porte règlement du budget de l'Etat au titre de la gestion de l'année 2020.

**PREMIERE PARTIE : DES RESULTATS DE LA COMPTABILITE BUDGETAIRE ET DE  
LA COMPTABILITE GENERALE**

**CHAPITRE PREMIER : DES RESULTATS DES OPERATIONS BUDGETAIRES**

**Article 2** : Les opérations budgétaires de la loi de finances de l'année 2020 présentent un résultat définitif négatif arrêté à **deux cent soixante-treize milliards huit cent quarante-six millions dix mille six cent vingt-neuf (-273.846.010.629) FCFA**.

Ce résultat se compose du solde négatif des opérations du budget général pour **trois cent trente milliards huit cent quatre-vingt-seize millions sept cent quatre-vingt-quinze mille trois cent soixante-dix-neuf (-330.896.795.379) FCFA** et du solde positif des comptes d'affectation spéciale pour **cinquante-sept milliards cinquante millions sept cent quatre-vingt-quatre mille sept cent cinquante (57.050.784.750) FCFA**.

Le résultat de ces opérations est présenté dans le tableau suivant.

**Tableau n°1 : Résultat des opérations budgétaires hors prélèvements**  
(en millions FCFA)

	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		
			Valeur	%	Ecart
<b>BUDGET GENERAL</b>					
Recettes Budgétaires	1 812 418	1 388 794	1 468 443	106%	79 649
Dépenses	1 642 322	1 787 463	1 799 340	101%	11 877
<b>Résultats des opérations du budget général</b>	<b>170 096</b>	<b>-398 669</b>	<b>-330 897</b>	<b>83%</b>	<b>67 772</b>
<b>COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE</b>					
Report à nouveau	7 459		46 655		46 655
Recettes	102 438	113 013	129 857	115%	16 844
Dépenses	100 508	113 013	119 461	106%	6 448
<b>Résultats des opérations des comptes spéciaux</b>	<b>9 390</b>	<b>0</b>	<b>57 051</b>		<b>57 051</b>
<b>Total des recettes budgétaires</b>	<b>1 922 316</b>	<b>1 501 807</b>	<b>1 644 955</b>	<b>110%</b>	<b>143 148</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>1 742 830</b>	<b>1 900 476</b>	<b>1 918 801</b>	<b>101%</b>	<b>18 325</b>
<b>Résultats des opérations budgétaires</b>	<b>179 486</b>	<b>-398 669</b>	<b>-273 846</b>	<b>69%</b>	<b>124 823</b>

**Article 3** : Le montant définitif des recettes des opérations budgétaires, au titre de l'année 2020, est arrêté à la somme de **mille six cent quarante-quatre milliards neuf cent cinquante-quatre millions huit cent quatre-vingt-six mille sept cent trente-huit (1.644.954.886.738) FCFA**. Ce niveau intègre les reports à nouveau sur exercices antérieurs enregistrés sur les comptes d'affectation spéciale (CAS) d'un montant de **quarante-six milliards six cent cinquante-cinq millions soixante-quinze mille cinq cent soixante-dix-neuf (46.655.075.579) FCFA**.

**Article 4** : Le montant définitif des dépenses budgétaires, au titre de l'année 2020, est arrêté à la somme de **mille neuf cent dix-huit milliards huit cent millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille trois cent soixante-sept (1.918.800.897.367) FCFA**.

#### SECTION 1 : DES OPERATIONS DU BUDGET GENERAL

**Article 5** : Le montant définitif des recettes encaissées du budget général, hors prélèvements, au titre de l'année 2020, est arrêté à la somme de **mille quatre cent soixante-huit milliards quatre cent quarante-deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-neuf mille cinq cent quatre-vingt-quinze (1.468.442.999.595) FCFA**. Le détail de ces recettes est retracé dans le tableau ci-après.

**Tableau n°2 : Détail des recettes du budget général**  
(en millions FCFA)

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
			Valeur	%	
<b>TITRE 1 : RECETTES FISCALES</b>	<b>1 220 017</b>	<b>1 090 919</b>	<b>1 075 957</b>	<b>99%</b>	<b>-14 962</b>
<b>Impôts sur les sociétés</b>	<b>519 817</b>	<b>420 520</b>	<b>382 147</b>	<b>91%</b>	<b>-38 373</b>
Sociétés pétrolières	196 311	190 000	224 666	118%	34 666
Sociétés minières	112 798	25 085	10 962	44%	-14 123
Retenues à la source	28 158	23 985	29 942	125%	5 957
Autres sociétés	182 550	181 450	116 577	64%	-64 873
<b>Impôts sur les personnes</b>	<b>131 329</b>	<b>123 543</b>	<b>104 866</b>	<b>85%</b>	<b>-18 677</b>
Impôts sur le revenu des personnes physiques	95 013	43 710	19 304	44%	-24 406
Acomptes versés par les salariés	5	56 280	62 358	111%	6 079
Taxe complémentaire sur les salaires	36 093	23 518	23 134	98%	-383

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
			Valeur	%	
Impôts forfaitaires sur le revenu	0	36	67	182%	30
Autres impôts sur les personnes	218	0	4		4
<b>Impôt sur le Revenu des Capitaux Mobiliers</b>	<b>23 808</b>	<b>23 173</b>	<b>35 523</b>	<b>153%</b>	<b>12 350</b>
<b>Taxe de formation professionnelle</b>	<b>2 865</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>#DIV/0!</b>	
<b>Droits et taxes sur la propriété</b>	<b>9 061</b>	<b>18 898</b>	<b>12 469</b>	<b>66%</b>	<b>-6 428</b>
Droits de mutations	4 619	15 284	9 553	63%	-5 731
Taxe spéciale immobilière sur les loyers (TSIL)	4 442	3 614	2 916	81%	-698
<b>Taxes sur les biens et services</b>	<b>256 834</b>	<b>237 493</b>	<b>229 010</b>	<b>96%</b>	<b>-8 483</b>
Redevance d'Usure de la Route	7 352	0	0		0
Taxe sur les carburants	2 734	391	371	95%	-20
Taxe sur la valeur ajoutée	188 506	212 780	206 835	97%	-5 945
Droits d'accises	15 438	13 604	14 855	109%	1 251
Taxe sur les jeux de hasard	2 862	1 075	209	19%	-866
Taxe sur les Transferts	2 017	2 411	1 777	74%	-634
Taxes divers (contrats d'assurances, autres)	10 722	4 260	0	0%	-4 260
Redevance audiovisuelle	1 994	0	0		0
Taxe sur les véhicules de luxe	0	891	30	3%	-861
Taxe immatriculation personnalisée	0	289	0	0%	-289
Contribution spéciale de l'eau	91	0	0		0
Contribution spéciale de l'électricité	5 072	0	0		0
Ristournes licence de transports	0	122	809	661%	687
Ristournes Cartes grises	54	87	0	0%	-87
Ristournes Permis de conduire	0	67	0	0%	-67
Ristournes DG Forêts	857	624	4 124	660%	3 500
Amendes DG Forêts	0	42	0	0%	-42
Ristournes DG Pêches et de l'aquaculture	0	562	0	0%	-562
Ristournes DG Environnement et de la Protection de la nature	66	15	0	0%	-15
Ristournes DG Marine Marchande	354	271	0	0%	-271
Ristournes AGASA	63	0	0		0
Taxe sur les retraits		2	0		-2
Taxe de fermage		1	0		-1
Taxe de transferts forestiers		1	0		-1
<b>Droits et taxes de douanes</b>	<b>276 305</b>	<b>249 286</b>	<b>302 513</b>	<b>121%</b>	<b>53 227</b>
<b>Droits et taxes à l'importation</b>	<b>263 569</b>	<b>217 658</b>	<b>273 388</b>	<b>126%</b>	<b>55 730</b>
Redevance informatique	1 028	12 233	12 913	106%	680
Contentieux (Amendes)	909	816	3 441	421%	2 624
Travail Extra Legal	0	17	12	73%	-4
Droit de douane import	136 054	103 301	136 940	133%	33 639
Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	99 074	92 527	107 255	116%	14 728
Droit d'accises	6 778	7 821	12 803	164%	4 983
Surtaxe temporaire	0	23	22	98%	0
Précompte IRPP	0	101	0	0%	-100
Intérêt de crédit	0	786	0	0%	-786
Magasinage	10	33	1	4%	-32
Contrôle spécifique (instruments de mesure)	0	0	0		0
<b>Droits et taxes à l'exportation</b>	<b>12 736</b>	<b>31 627</b>	<b>29 125</b>	<b>92%</b>	<b>-2 503</b>
Droit de sortie	12 736	18 850	25 672	136%	6 822
Taxe d'abattage	0	12 594	3 342	27%	-9 252
Timbre Douanier	0	8	2	23%	-6
Taxe sur les produits minéraux	0	176	109	62%	-67
<b>Autres recettes fiscales</b>	<b>0</b>	<b>18 007</b>	<b>9 429</b>	<b>52%</b>	<b>-8 578</b>
Pénalités sur le revenu et les bénéficiaires	0	11 205	2 388	21%	-8 816
Produit des droits, amendes et pénalités sur activités minières		1	0	0%	-1
Autres taxes	0	6 801	7 041	104%	239
<b>TITRE 2 : DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS</b>	<b>0</b>	<b>25 071</b>	<b>5 246</b>	<b>21%</b>	<b>-19 824</b>
Dons, legs et fonds de concours		25 071	5 246	21%	-19 824
Dons des institutions internationales-projets		20 969	0	0%	-20 969
Dons intérieurs reçus autres que ceux provenant		4 101	5 246	128%	1 145

Nature de la recette	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		Ecart Exécution / LF 2020
			Valeur	%	
d'autres budgets publics-fonds de concours					
<b>TITRE 3 : COTISATIONS SOCIALES</b>	<b>45 561</b>	<b>-47 891</b>	<b>-56 976</b>	<b>119%</b>	<b>-9 084</b>
Prélèvements sociaux	-53 877	-47 891	-56 976		-9 084
<b>TITRE 4 : AUTRES RECETTES</b>	<b>656 736</b>	<b>320 696</b>	<b>444 215</b>	<b>139%</b>	<b>123 520</b>
<b>Revenus des participations</b>	<b>17 551</b>	<b>5 814</b>	<b>29 613</b>	<b>509%</b>	<b>23 799</b>
Participations dans les sociétés pétrolières	0	0	27 999		27 999
Participations dans les sociétés minières	0	750	0	0%	-750
Participations dans les autres sociétés	17 551	5 064	1 614	32%	-3 450
<b>Revenus du domaine foncier</b>	<b>1 015</b>	<b>1 042</b>	<b>11</b>	<b>1%</b>	<b>-1 031</b>
<b>Revenus du domaine pétrolier</b>	<b>543 148</b>	<b>273 462</b>	<b>349 126</b>	<b>128%</b>	<b>75 664</b>
Redevance pétrolière	296 855	146 253	180 596	123%	34 343
Contrat de partage	124 830	102 100	130 392	128%	28 292
<i>dont transferts à SOGARA</i>	0	12 200	0	0%	-12 200
Redevance superficière	2 467	3 110	0	0%	-3 110
Boni sur attribution de permis	118 995	22 000	38 139	173%	16 139
<b>Revenus du domaine minier</b>	<b>59 608</b>	<b>5 517</b>	<b>17 612</b>	<b>319%</b>	<b>12 094</b>
<b>Revenus du domaine forestier</b>	<b>8 680</b>	<b>4 557</b>	<b>4 052</b>	<b>89%</b>	<b>-505</b>
<b>Recettes diverses non fiscales</b>	<b>26 734</b>	<b>15 302</b>	<b>43 668</b>	<b>285%</b>	<b>28 365</b>
Recettes de régies (R7 affectées)	12 414	3 889	5 436	140%	1 547
. <i>Patentes</i>	305	960	814	85%	-146
. <i>Licences</i>	13	588	23	4%	-565
. <i>Foncier bâti</i>	867	1 872	3 838	205%	1 966
. <i>Foncier non bâti</i>	45	309	199	64%	-110
. <i>Impôt Synthétique Libérateur</i>	420	159	561	353%	402
Redevance Examen et concours	916	1 030	449	44%	-581
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	0	250	172	69%	-78
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	0	64	0	0%	-64
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	254	378	0	0%	-378
Revenus du patrimoine immobilier		247	6	3%	-241
Redevance pour cartes de commerce yc pénalités		300		0%	-300
Redevance pour agrément technique des rebus yc pénalités		360		0%	-360
Redevance pour agrément technique industriels yc pénalités		100		0%	-100
Autres recettes	13 149	8 684	37 604	433%	28 920
<b>Ventes de biens et services</b>	<b>0</b>	<b>15 000</b>	<b>133</b>	<b>1%</b>	<b>-14 867</b>
<b>TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL</b>	<b>1 914 857</b>	<b>1 388 794</b>	<b>1 468 443</b>	<b>106%</b>	<b>79 649</b>

**Article 6 :** Le montant des restes à recouvrer sur l'exercice budgétaire 2020 est arrêté à **soixante-onze milliards deux cent quatre-vingt millions dix mille deux cent soixante-dix-neuf (71.280.010.279) FCFA**. Il se compose ainsi qu'il suit :

- restes à recouvrer de la fiscalité intérieure pour **soixante-neuf milliards neuf cent soixante-dix-sept millions deux cent quatre-vingt-sept mille huit cent six (69.977.287.806) FCFA** ;
- restes à recouvrer de la fiscalité de porte pour **un milliard trois cent deux millions sept cent vingt-deux mille quatre cent soixante-treize (1.302.722.473) FCFA**.

**Article 7 :** Le montant définitif des dépenses du budget général est arrêté à la somme de **mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf milliards trois cent trente-neuf millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille neuf cent soixante-quatorze (1.799.339.794.974) FCFA**.

Le détail de l'exécution des dépenses du budget général est présenté dans le tableau ci-après.

### Tableau n°3 : Détail des dépenses du budget général

(en millions FCFA)

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020	
			Valeur	%
<b>Titre 1. Charges financières de la dette</b>	<b>215 897</b>	<b>276 483</b>	<b>316 038</b>	<b>114%</b>
<b>Extérieure</b>	<b>142 555</b>	<b>186 282</b>	<b>171 635</b>	<b>92%</b>
<b>Intérêts sur emprunts extérieurs-courants</b>	<b>133 801</b>	<b>186 282</b>	<b>171 635</b>	<b>92%</b>
<i>Bilatéraux</i>	34 474	24 362	18 798	77%
<i>Multilatéraux</i>	12 344	29 340	28 752	98%
<i>Banques</i>	2 164	14 729	8 511	58%
<i>Marchés Financiers</i>	84 820	117 852	115 574	98%
<b>Intérêts-commissions et frais</b>	<b>8 754</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<i>Pertes sur change</i>	1 715	0		
<i>Commission et frais-extérieur DGD</i>	7 039	0		
<b>Intérieure</b>	<b>73 342</b>	<b>90 201</b>	<b>144 403</b>	<b>160%</b>
<b>Intérieurs-DGD</b>	<b>55 286</b>	<b>73 734</b>	<b>111 249</b>	<b>151%</b>
<i>Intérêts sur emprunts intérieurs-courants</i>	55 286	73 734	111 249	151%
<i>Banques intérieures</i>	33 047	31 352	40 202	128%
<i>Moratoires</i>	138	11 794	3 183	27%
<i>Marchés Financiers</i>	22 066	30 589	67 865	222%
<i>OTA</i>	35			
<b>Trésor-dette</b>	<b>18 056</b>	<b>16 466</b>	<b>33 154</b>	<b>201%</b>
<i>Facilités de caisse</i>	2 199	4 363	2 653	61%
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	10 368	10 620	11 408	107%
<i>Autres frais bancaires</i>	5 065	1 483	19 092	1287%
<b>Titre 2. Dépenses de personnel</b>	<b>685 839</b>	<b>683 000</b>	<b>659 367</b>	<b>97%</b>
<b>Rémunération du personnel</b>	<b>685 839</b>	<b>683 000</b>	<b>659 367</b>	<b>97%</b>
<i>Solde permanente</i>	609 664	622 444	611 660	98%
<i>Rémunération autres catégories de salariés</i>	63 025	38 000	35 404	93%
<i>Primes et indemnités des fonctionnaires</i>	13 151	18 000	12 302	68%
<i>Rappels de solde</i>		4 556		0%
<b>Titre 3. Dépenses de biens et services</b>	<b>280 950</b>	<b>261 400</b>	<b>358 222</b>	<b>137%</b>
<i>dont Remboursement TVA</i>	42 205	54 239	30 480	56%
<i>Autres biens et services</i>	233 174	204 549	325 438	159%
<i>Attributions de Produits</i>	2 371	2 612	2 304	88%
<i>DG Santé (Lutte contre le tabagisme)</i>	16			
<i>Licence de transports (DGTT)</i>	0	49	1 210	2472%
<i>Cartes grises (DGTT)</i>	54	35	81	234%
<i>Permis de conduire (DGTT)</i>		27		0%
<i>Redevance Examen et concours</i>	916	1 030	778	75%
<i>Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles</i>	0	250	122	49%
<i>Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers</i>		64	50	79%
<i>Ristournes issues des contrôles-DG Travail</i>	254	378		0%
<i>ADP Entr. Patrimoine de l'Etat</i>		247		0%
<i>ADP Industrie</i>		70	56	80%
<i>ADP Commerce</i>		462	7	2%
<b>Titre 4. Dépenses de transferts</b>	<b>182 624</b>	<b>162 410</b>	<b>146 787</b>	<b>90%</b>
<i>dont :</i>				
<i>Soutien des prix des produits pétroliers</i>		12 200		0%
<i>ADP Lutte anti-tabac</i>		171		0%
<b>Titre 5. Dépenses d'investissement</b>	<b>257 778</b>	<b>380 000</b>	<b>296 778</b>	<b>78%</b>
<i>dont</i>				
<i>Financement sur ressources propres</i>	151 905	113 758	207 806	183%
<i>Partenariats Public-Privé</i>		30 000		0%
<i>Financements extérieurs</i>	105 873	236 242	88 972	38%
<b>Titre 6. Autres dépenses</b>	<b>19 234</b>	<b>24 170</b>	<b>22 148</b>	<b>92%</b>

Titres et catégories	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020	
			Valeur	%
<b>Intérieurs-AJE</b>	<b>19 234</b>	<b>4 000</b>	<b>18 756</b>	<b>469%</b>
<i>Protocoles transactionnels</i>	19 234	1 000	6 611	661%
<i>Condamnations pécuniaires</i>		2 000	313	16%
<i>Séquestres</i>		500	0	0%
<i>Autres</i>		500	11 832	2366%
<b>Restructuration des entreprises</b>	<b>0</b>	<b>9 123</b>	<b>3 392</b>	<b>37%</b>
<i>Coûts sociaux des restructurations</i>		9 123	3 392	37%
<b>Divers</b>	<b>0</b>	<b>11 047</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>
<i>Autres contentieux</i>		11 047	0	0%
<b>TOTAL</b>	<b>1 642 322</b>	<b>1 787 463</b>	<b>1 799 340</b>	<b>101%</b>

**Article 8** : Le montant des restes à payer de l'exercice 2020 est arrêté à **cent soixante-dix-huit milliards quatre-cent-quarante-sept millions cinquante-sept mille six cent douze (178.447.057.612) F.CFA**. Il se décline comme suit :

- restes à payer des entreprises pour **soixante-trois milliards huit cent cinquante-sept millions cinq cent quarante-neuf mille six cent dix-sept (63.857.549.617) FCFA** ;
- restes à payer des agences comptables pour **soixante-et-un milliards cinq cent cinquante-cinq millions cent quatre-vingt-six mille huit cent trente-neuf (61.555.186.839) FCFA** ;
- restes à payer des mises à disposition à la trésorerie générale pour **cinquante-trois milliards trente-quatre millions trois cent vingt-et-un mille cent cinquante-six (53.034.321.156) FCFA**.

**Article 9** : Le montant du stock des restes à payer sur les exercices antérieurs est arrêté à **quatre-vingt-douze milliards trois cent huit millions neuf cent quatre-vingt-seize mille six cent trente-huit (92.308.996.638) FCFA**. Ce stock se compose ainsi qu'il suit :

- restes à payer des entreprises pour **cinquante-cinq milliards cinq cent quatre-vingt-treize millions huit cent trente-huit mille quatre cent soixante-dix-huit (55.593.838.478) FCFA** ;
- restes à payer des agences comptables pour **dix-neuf milliards soixante-neuf millions huit cent cinquante-trois mille cent quatre-vingt-quinze (19.069.853.195) FCFA** ;
- restes à payer des mises à disposition à la trésorerie générale pour **dix-sept milliards six cent quarante-cinq millions trois cent quatre mille neuf cent soixante-cinq (17.645.304.965) FCFA**.

**Article 10** : L'exécution des attributions de produits en recettes et en dépenses est respectivement arrêtée à **un milliard cinq cent trente millions quatre cent cinquante-deux mille huit cent quatre-vingt-treize (1.530.452.893) FCFA** et **deux milliards trois cent trois millions huit cent cinquante-neuf mille huit cent quatre-vingt-dix-sept (2.303.859.897) FCFA**.

Le détail de l'exécution des attributions de produits en recettes et en dépenses est retracé dans le tableau ci-après.

**Tableau n°4 : Exécution des attributions de produits**  
(en millions FCFA)

Titres et catégories	Recettes				Dépenses		
	LFR 2020	Exécution	Ecart (a-b)		LFR 2020	Exécution	Ecart (a-b)
<b>Attributions de Produits et autres recettes affectées</b>	<b>2 783</b>	<b>1 530</b>	<b>- 1 253</b>	<b>Dépenses liées aux attributions de Produits</b>	<b>2 783</b>	<b>2 304</b>	<b>- 479</b>
Droit d'accises liées au tabac	171	93	- 78	ADP Lutte anti-tabac	171		- 171
Licence de transports (DGTT)	49	809	760	Licence de transports (DGTT)	49	1 210	1 161
Cartes grises (DGTT)	35	-	- 35	Cartes grises (DGTT)	35	81	46
Permis de conduire (DGTT)	27	-	- 27	Permis de conduire (DGTT)	27		- 27
Revenu du patrimoine immobilier de l'Etat	247	6	- 241	ADP Entretien du patrimoine de l'Etat	247		- 247
Fonds de soutien minier	0,7	-	- 1	Fonds de soutien minier	0,7		- 1
Redevance Examen et concours	1 030	449	- 581	Redevance Examen et concours	1 030	778	- 253
Redevance pour carte de commerçant yc pénalités	210	-	- 210	ADP Commerce	210	7	- 203
Redevance pour Agrément Technique des Rebuts yc pénalités	252	-	- 252	ADP Commerce	252		- 252
Redevance pour Agrément Technique Industriel yc pénalités	70	-	- 70	ADP Industrie	70	56	- 14
Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	250	172	- 78	Ristournes issues de la délivrance des diplômes et des médailles	250	122	- 128
Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	64	-	- 64	Ristournes issues des autorisations et renouvellements d'emploi aux travailleurs étrangers	64	50	- 14
Ristournes issues des contrôles-DG Travail	378	-	- 378	Ristournes issues des contrôles-DG Travail	378		- 378

## SECTION 2 : DES OPERATIONS DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE

**Article 11** : L'exécution des comptes d'affectation spéciale en recettes et en dépenses est respectivement arrêtée à **cent vingt-neuf milliards huit cent cinquante-six millions huit cent onze mille cinq cent soixante-quatre (129.856.811.564) FCFA** et **cent dix-neuf milliards quatre cent soixante-et-un millions cent deux mille trois cent quatre-vingt-treize (119.461.102.393) FCFA**.

Le détail de l'exécution des recettes et des dépenses des comptes d'affectation spéciale est retracé dans le tableau ci-après.

**Tableau n°5 : Exécution des Comptes d'Affectation Spéciale**  
(en millions FCFA)

RECETTES ENCAISSEES					DEPENSES ORDONNANCEES					Soldes cumulés
Nature de la recette	Exécution 2019		2020		Titres et catégories	Exécution 2019	2020			
	Recette	Reports	LFR	Exécution			LFR	Exécution		
<b>Pensions</b>	<b>64 998</b>	<b>0</b>	<b>59 767</b>	<b>67 124</b>	<b>Pensions</b>	<b>64 998</b>	<b>59 767</b>	<b>67 124</b>	<b>0</b>	
Titre 3. Cotisations sociales	64 998		59 767	67 124	Titre 4. Dépenses de transfert	64 998	59 767	67 124		
Cotisations salariales (y.c agents publics détachés)	28 585		28 376	28 047	Pensions civiles et militaires	57 349		59 945		
Part patronale	36 412		31 391	39 077	Pensions spéciales	7 649		7 179		
<b>Prestation familiales et sociales</b>	<b>17 464</b>	<b>0</b>	<b>16 500</b>	<b>17 899</b>	<b>Prestation familiales et sociales</b>	<b>17 464</b>	<b>16 500</b>	<b>17 899</b>	<b>0</b>	
Titre 3. Cotisations sociales	17 464		16 500	17 899	Allocations familiales	17 464	16 500	17 899		
<b>Promotion du sport</b>	<b>4 964</b>	<b>9 169</b>	<b>4 045</b>	<b>3 935</b>	<b>Promotion du sport</b>	<b>5 249</b>	<b>4 045</b>	<b>11 587</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		9 169								
Titre 1. Recettes fiscales	1 138		4 045	3 935	Titre 2. Dépenses de personnel	174				
Taxes sur les jeux de hasard	42		537	105	Titre 3. Dépenses de biens et services	2 675	2 023	10 322		
Droit d'accise	1 095		3 508	3 830	Titre 4. Dépenses de transfert	356				
Titre 2. Dons, legs, et fonds de concours	2 289				Titre 5. Dépenses d'investissement	1 074	2 023	1 265		
Titre 4. Autres recettes	1 537				Titre 6. Autres dépenses	968				
<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 964</b>	<b>18</b>	<b>1 201</b>	<b>3 087</b>	<b>Promotion audiovisuelle et cinématographique</b>	<b>1 900</b>	<b>1 201</b>	<b>2 808</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		18								
Titre 1. Recettes fiscales	1 784		1 201	3 087	Titre 2. Dépenses de personnel	165				
Redevance audiovisuelle	1 784		1 201	3 087	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 112	400	2 808		
Titre 4. Autres recettes	179				Titre 4. Dépenses de transfert	29				
					Titre 5. Dépenses d'investissement	177	801			
					Titre 6. Autres dépenses	418				
<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>0</b>	<b>2 019</b>	<b>1 669</b>	<b>919</b>	<b>Formation pour l'emploi</b>	<b>0</b>	<b>1 669</b>	<b>1 008</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		2 019								
Titre 1. Recettes fiscales	0		1 669	919	Titre 2. Dépenses de personnel	0		0		
Taxe de formation professionnelle	0		1 669	919	Titre 3. Dépenses de biens et services	0	556	967		
					Titre 5. Dépenses d'investissement	0	1 113	41		
<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>0</b>	<b>22 571</b>	<b>2 394</b>	<b>4 206</b>	<b>Service universel des communications électroniques</b>	<b>0</b>	<b>2 394</b>	<b>0</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		22 571								
Titre 1. Recettes fiscales	0	0	2 394	4 206	Titre 5. Dépenses d'investissement		2 394	0		
Redevance Universelle	0	0	2 394	4 206						
<b>Entretien routier</b>	<b>7 352</b>	<b>2 123</b>	<b>9 727</b>	<b>19 529</b>	<b>Entretien routier</b>	<b>5 229</b>	<b>9 727</b>	<b>11 112</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs		2 123								
Titre 1. Recettes fiscales	7 351		9 677	19 529	Titre 3. Dépenses de biens et services	4 944	1 018	4 554		
Redevance d'Usure de la Route	7 351		9 677	19 529	Titre 5. Dépenses d'investissement		8 709	6 558		
Titre 4. Autres recettes	1		50	0	Titre 6. Autres dépenses	286				
<b>Financement de l'habitat</b>	<b>5 696</b>	<b>29</b>	<b>3 065</b>	<b>3 636</b>	<b>Financement de l'habitat</b>	<b>5 667</b>	<b>3 065</b>	<b>1 961</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs		29								
Titre 4. Autres recettes	5 696		3 065	3 636	Titre 3. Dépenses de biens et services		613	767		
Fonds National de l'habitat	5 696		3 065	3 636	Titre 5. Dépenses d'investissement	5 667	2 452	1 194		
<b>Service public de l'eau et de l'électricité</b>		<b>5 657</b>	<b>7 844</b>	<b>3 886</b>	<b>Service public de l'eau et de l'électricité</b>		<b>7 844</b>	<b>3 718</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs		5 657								
Titre 1. Recettes fiscales			7 844	3 886	Titre 3. Dépenses de biens et services		2 353	3 607		
Redevance de l'eau			1 021	601	Titre 5. Dépenses d'investissement		5 491	111		
Redevance de l'électricité			6 823	3 284						
<b>Salubrité publique</b>		<b>5 070</b>	<b>6 800</b>	<b>5 635</b>	<b>Salubrité publique</b>		<b>6 800</b>	<b>2 245</b>		
Report à nouveau sur exercices antérieurs corrigé		5 070								
Titre 4. Autres recettes			6 800	5 635	Titre 3. Dépenses de biens et services		480	14		
Redevance des ordures ménagers			6 800	5 635	Titre 5. Dépenses d'investissement		6 320	2 231		
<b>Total des recettes pour les comptes spéciaux</b>	<b>102 438</b>	<b>46 655</b>	<b>113 013</b>	<b>129 857</b>	<b>Total des dépenses pour les comptes spéciaux</b>	<b>100 508</b>	<b>113 013</b>	<b>119 461</b>	<b>57 051</b>	

**Article 12 :** Le solde de chaque compte spécial, présenté dans le tableau de l'article 11 de la présente loi, est reporté sur l'exercice suivant.

## CHAPITRE II : DES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

**Article 13** : Le résultat définitif des opérations de trésorerie et de financement de l'année 2020 est arrêté à **cinq cent soixante milliards trois quatre-vingt-sept millions deux cent vingt-deux mille six cent quatre-dix-huit (570.387.222.698) FCFA** présenté dans le tableau suivant.

**Tableau n°6 : Opérations de trésorerie et de financement**

(en millions FCFA)

Trésorerie et financement	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		
			Valeur	%	Ecart
RESSOURCES	835 572	1 545 339	1 687 619	109%	142 280
CHARGES	779 713	1 146 671	1 117 232	97%	-29 439
<b>Résultats des opérations de trésorerie et de financement</b>	<b>55 859</b>	<b>398 669</b>	<b>570 387</b>	<b>143%</b>	<b>171 718</b>

### SECTION 1 : DES RESSOURCES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

**Article 14** : Les ressources de trésorerie et de financement ayant contribué à la réalisation de l'équilibre financier de l'année 2020 sont arrêtées à **mille six cent quatre-vingt-sept milliards six cent dix-neuf millions deux cent soixante mille cinq cent trois (1.687.619.260.503) FCFA**.

Le détail des ressources de trésorerie est retracé dans le tableau suivant.

**Tableau n°7 : Détail des ressources de trésorerie et de financement**

(en millions FCFA)

Ressources de trésorerie et de financement	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		
			Valeur	%	Ecart
<b>Tirages</b>	<b>409 012</b>	<b>594 213</b>	<b>327 909</b>	<b>55%</b>	<b>- 266 304</b>
Tirages sur conventions en cours	105 873	195 811	88 972	45%	- 106 840
Tirages sur nouvelles conventions	0	19 462	0	0%	- 19 462
Tirages sur prêts programmes	303 139	378 940	238 937	63%	- 140 003
<b>Partenariats Public-Privé</b>	<b>-</b>	<b>30 000</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>- 30 000</b>
<b>Emissions de titres publics</b>	<b>283 131</b>	<b>836 320</b>	<b>1 004 643</b>	<b>120%</b>	<b>168 323</b>
Emissions de titres publics sur le Marché international	120 085	595 176	595 176	100%	- 0
Emissions de titres publics sur le Marché intérieur	163 046	241 144	409 467	170%	168 323
<i>Obligations du Trésor Assimilables</i>	<i>148 187</i>		384 761		384 761
<i>Bons du Trésor Assimilables</i>	<i>14 859</i>		24 706		24 706
<b>Financement bancaire</b>	<b>143 430</b>	<b>0</b>	<b>79 519</b>		<b>79 519</b>
Banques commerciales	143 430	0	79 519		79 519
<b>Financement non bancaire</b>	<b>0</b>	<b>84 807</b>	<b>275 549</b>	<b>325%</b>	<b>190 742</b>
Accumulation des instances		84 807	275 549	325%	190 742
<b>Total</b>	<b>835 572</b>	<b>1 545 339</b>	<b>1 687 619</b>	<b>109%</b>	<b>142 280</b>

### SECTION 2 : DES CHARGES DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

**Article 15** : Les charges de trésorerie et de financement ayant contribué à la réalisation de l'équilibre financier de l'année 2020 sont arrêtées à **mille cent dix-sept milliards deux cent trente-deux millions trente-sept mille huit cent cinq (1.117.232.037.805) FCFA**.

Le détail des charges de trésorerie est retracé dans le tableau suivant.

### Tableau n°8 : Détail des charges de trésorerie et de financement

(en millions FCFA)

Charges de trésorerie et de financement	Exécution 2019	LFR 2020	Exécution 2020		
			Valeur	%	Ecart
<b>Amortissement dette extérieure</b>	<b>298 062</b>	<b>690 593</b>	<b>666 815</b>	<b>97%</b>	<b>- 23 778</b>
<b>Emprunts extérieurs-courants</b>	<b>298 062</b>	<b>690 593</b>	<b>666 815</b>	<b>97%</b>	<b>- 23 778</b>
Bilatéraux	241 615	55 851	49 980	89%	- 5 872
Multilatéraux	40 107	114 952	86 539	75%	- 28 413
Banques	16 339	80 722	83 915	104%	3 193
Marché international		439 068	446 382	102%	7 314
<b>Amortissement des prêts du secteur bancaire</b>	<b>239 446</b>	<b>313 522</b>	<b>305 787</b>	<b>98%</b>	<b>- 7 735</b>
<b>Intérieur-DGD</b>	<b>239 446</b>	<b>313 522</b>	<b>305 787</b>	<b>98%</b>	<b>- 7 735</b>
<b>Emprunts intérieurs-courants</b>	<b>239 446</b>	<b>313 522</b>	<b>305 787</b>	<b>98%</b>	<b>- 7 735</b>
Banques	75 343	52 422	96 259	184%	43 837
Moratoires	13 476	105 034	49 961	48%	- 55 073
Divers	9 691		3 500		
Marchés Financiers	80 601	156 067	156 067	100%	0
Obligations du Trésor Assimilables (OTA)	60 335				
<b>Autres amortissements</b>	<b>242 205</b>	<b>130 120</b>	<b>64 204</b>	<b>49%</b>	<b>- 65 916</b>
Instances Trésor de la période précédente		87 581	0	0%	- 87 581
Arriérés de TVA	108 258	42 539	64 204	151%	21 666
Avances du Trésor consenties par les banques commerciales	133 947				
<b>Prêts et avances</b>	<b>-</b>	<b>12 435</b>	<b>80 425</b>	<b>647%</b>	<b>67 991</b>
Remboursement avances auprès des banques commerciales	-		80 425		80 425
Dépôts BEAC		12 435			- 12 435
<b>Total</b>	<b>779 713</b>	<b>1 146 671</b>	<b>1 117 232</b>	<b>97%</b>	<b>- 29 439</b>

## CHAPITRE III : DES RESULTATS DE LA COMPTABILITE GENERALE

### SECTION 1 : DE LA PRESENTATION DU BILAN

**Article 16** : Le bilan de l'exercice 2020 est retracé dans le tableau suivant.

**Tableau n°9 : Bilan**

Libellé		Exercice 2020	Exercice 2019*	Exercice 2018*
ACTIF		Exercice N (31/12/2020)	Exercice N-1 (31/12/2019)	Exercice N-1 (31/12/2018)
<b>ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>Note</b>	<b>Brut</b>	<b>Brut</b>	<b>Brut</b>
Immobilisations incorporelles	1	22 793 538 032	1 155 834 326 852	1 095 847 577 738
Immobilisations corporelles	2	6 945 574 396 859	7 975 559 271 002	7 782 831 420 582
Immobilisations financières	3	593 716 186 393	593 716 186 393	593 716 186 393
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>7 562 084 121 284</b>	<b>9 725 109 784 247</b>	<b>9 472 395 184 713</b>
<b>ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>				
Stocks				
Créances fiscales et assimilées		11 312 349 988	31 439 480 212	72 614 498 628
Créances non fiscales		0	0	26 087 006 215
Autres créances	4	9 559 088 400	8 185 073 655	12 529 268 662
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (hors trésorerie)</b>		<b>20 871 438 388</b>	<b>39 624 553 867</b>	<b>111 230 773 505</b>
Disponibilités bancaires et numéraires		330 571 758 923	352 489 107 149	432 943 135 850
Effets bancaires en cours d'encaissements et de décaissements	5	-26 178 180	21 117 028 005	-48 093 850 139
<b>TOTAL TRESORERIE</b>		<b>330 545 580 743</b>	<b>373 606 135 154</b>	<b>384 849 285 711</b>
COMPTES DE REGULARISATION		54 726 767 744	67 557 963 875	446 838 257 128
<b>TOTAL COMPTES DE REGULARISATION (IV)</b>		<b>54 726 767 744</b>	<b>67 557 963 875</b>	<b>446 838 257 128</b>
<b>TOTAL ACTIF (V=I+II+III+IV) PASSIF</b>	<b>Note</b>	<b>7 968 227 908 159</b>	<b>10 205 898 437 143</b>	<b>10 415 313 501 057</b>
<b>DETTES FINANCIERES (VI)</b>		<b>Brut</b>	<b>Brut</b>	<b>Net</b>
Emprunts extérieurs		4 029 135 869 601	3 707 874 134 229	3 743 669 196 133
Emprunts intérieurs		2 212 533 042 877	1 391 416 389 724	1 516 075 591 075
Autres emprunts	7	-	410 628 173 902	354 878 651 271
<b>TOTAL DETTES FINANCIERES</b>		<b>6 241 668 912 478</b>	<b>5 509 918 697 855</b>	<b>5 614 623 438 479</b>
<b>DETTES NON FINANCIERES (hors trésorerie) (VII)</b>				
Dettes de fonctionnement		805 449 142 007	637 035 627 724	573 556 561 148
Dettes d'intervention		0	36 629 236 601	36 873 550 730
Produits constatés d'avance				
Autres dettes non financières	8	633 745 468 616	731 937 341 462	1 362 095 650 688
<b>TOTAL DETTES NON FINANCIERES</b>		<b>1 439 194 610 623</b>	<b>1 405 602 205 787</b>	<b>1 972 525 762 566</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (VIII)</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL PROVISIONS</b>				
<b>TRESORERIE (IX)</b>				
<b>TOTAL TRESORERIE</b>		<b>822 015 239 475</b>	<b>754 568 294 177</b>	<b>234 980 850 402</b>
COMPTES DE REGULARISATION		94 746 147 585	38 029 486 584	59 674 247 870
<b>TOTAL COMPTES DE REGULARISATION (X)</b>		<b>94 746 147 585</b>	<b>38 029 486 584</b>	<b>59 674 247 870</b>
<b>Total PASSIF</b>		<b>8 597 624 910 161</b>	<b>7 708 118 684 403</b>	<b>7 881 804 299 317</b>
<b>SITUATION NETTE (XII=V-XI)</b>		<b>-629 397 002 002</b>	<b>2 497 779 752 740</b>	<b>2 533 509 201 740</b>

**Article 17** : L'exercice 2020 présente une situation nette négative de **six cent vingt-neuf milliards trois cent quatre-vingt-dix-sept millions deux mille deux (-629.397.002.002) FCFA**.

## SECTION 2 : DE LA PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTAT

**Article 18** : Le compte de résultat de l'exercice 2020 est retracé dans le tableau suivant.

**Tableau n°10 : Compte de résultat**

Libellé	Note	Exercice 2020	Exercice 2019	Exercice 2018
<b>PRODUITS (I)</b>		<b>Exercice N (31/12/2020)</b>	<b>Exercice N (31/12/2019)</b>	<b>Exercice N (31/12/2018)</b>
PRODUITS FISCAUX	9	911 737 265 320	981 126 189 714	698 973 801 903
AUTRES PRODUITS FISCAUX		215 225 709 238	389 021 196 519	358 798 784 108
<b>TOTAL PRODUITS FISCAUX</b>		<b>1 126 962 974 558</b>	<b>1 370 147 386 233</b>	<b>1 057 772 586 011</b>
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	10	-		
AUTRES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		253 423 679 174	323 556 103 340	277 115 982 010
<b>TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>253 423 679 174</b>	<b>323 556 103 340</b>	<b>277 115 982 010</b>
PRODUITS D'INTERVENTION				
DONS ET LEGS		-		
<b>TOTAL PRODUITS D'INTERVENTION</b>		<b>-</b>		
PRODUITS FINANCIERS		46 372 081 427	17 551 464 117	60 005 529 658
<b>TOTAL PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>46 372 081 427</b>	<b>17 551 464 117</b>	<b>60 005 529 658</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>		<b>1 426 758 735 159</b>	<b>1 711 254 953 690</b>	<b>1 394 894 097 679</b>
<b>CHARGES (II)</b>	<b>Note</b>			
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
ACHATS DE BIENS		170 575 493 601	44 030 666 469	13 332 527 814
ACHATS DE SERVICES		53 421 617 055	74 615 400 596	43 962 982 743
SUBVENTIONS SUR ACHATS DE BIENS ET SERVICES		102 549 045 447	114 194 052 016	123 476 901 792
CHARGES DE PERSONNEL	11	659 366 884 809	670 129 033 264	677 078 167 643
CHARGES DE GESTION		-		
AUTRES CHARGES		360 464 605 774	95 203 754 084	15 096 653 866
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS		-		546 591 410 389
DOTATIONS AUX PROVISIONS		-		
<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>1 346 377 646 686</b>	<b>998 172 906 429</b>	<b>1 419 538 644 247</b>
CHARGES D'INTERVENTION				
SUBVENTIONS	12	110 181 177 270	133 306 169 875	129 967 963 837
TRANSFERTS		121 622 813 855	103 809 443 589	99 385 439 902
<b>TOTAL CHARGES D'INTERVENTION</b>		<b>231 803 991 125</b>	<b>237 115 613 464</b>	<b>229 353 403 739</b>
CHARGES FINANCIERES	13	280 127 191 588	215 897 019 951	205 937 534 614
<b>TOTAL CHARGES FINANCIERES</b>		<b>280 127 191 588</b>	<b>215 897 019 951</b>	<b>205 937 534 614</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>1 858 308 829 399</b>	<b>1 451 185 539 844</b>	<b>1 854 829 582 600</b>
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>		<b>(431 550 094 240)</b>	<b>260 069 413 846</b>	<b>(459 935 484 921)</b>

**Article 19** : Le résultat de la comptabilité générale pour l'exercice 2020 est établi à **quatre cent trente un milliards cinq cent cinquante millions quatre-vingt-quatorze mille deux cent quarante (431.550.094.240) FCFA.**

#### **CHAPITRE IV : DU QUITUS**

**Article 20** : Quitus est donné au Gouvernement pour sa gestion du budget 2020.

## DEUXIEME PARTIE : DE LA MODIFICATION DES CREDITS

### CHAPITRE PREMIER : DE LA RATIFICATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS

**Article 21** : Sont ratifiées, les opérations de virements des crédits effectuées au titre de l'exécution de la loi de finances 2020 et retracées dans le tableau suivant.

**Tableau n°11 : Virements des crédits**  
(en millions FCFA)

Programme source virement	Programme destination virement	Titre	Modification du montant d'AE	Modification du montant de CP
14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2	1 975 000	1 975 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	2	1 281 863 150	1 281 863 150
<b>Sous-total titre 2</b>			<b>1 283 838 150</b>	<b>1 283 838 150</b>
14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat	3	134 589 298	134 589 298
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.521: Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	3	265 650 000	265 650 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat	3	17 682 340	17 682 340
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.542: Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	3	48 000 000	48 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.934: Dotation pour dépenses d'utilité publique	3	47 786 555 925	47 786 555 925
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	3	2 055 891 765	2 055 891 765
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.962: Dotation pour frais de transport et de déplacements	3	670 077 100	670 077 100
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.969: Dotation pour primes d'assurance	3	250 000 000	250 000 000
7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	7.332: Vie du soldat	3	441 732 480	441 732 480
<b>Sous-total titre 3</b>			<b>51 670 178 908</b>	<b>51 670 178 908</b>
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.542: Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	4	29 500 000	29 500 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.941: Dotation pour dépenses à caractère politique	4	453 975 150	453 975 150
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.976: Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	4	1 500 000 000	1 500 000 000
<b>Sous-total titre 4</b>			<b>1 983 475 150</b>	<b>1 983 475 150</b>
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.948: Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	5	10 300 000 000	10 300 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.993: Dotation pour Riposte Covid-19	5	312 840 959	312 840 959
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	30.997: Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	5	3 500 000 000	3 500 000 000
7.311: Préparation et emploi des forces	7.318 : Equipement des forces	5	63 027 235	63 027 235
<b>Sous-total titre 5</b>			<b>14 175 868 194</b>	<b>14 175 868 194</b>
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.535: Gestion du contentieux de l'Etat	6	1 961 323 082	1 961 323 082
<b>Sous-total titre 6</b>			<b>1 961 323 082</b>	<b>1 961 323 082</b>
<b>Total des virements</b>			<b>71 074 683 484</b>	<b>71 074 683 484</b>

**Article 22** : Sont ratifiées, les opérations de transferts des crédits effectuées au titre de l'exécution de la loi de finances 2020 et retracées dans le tableau suivant.

**Tableau n°12 : Transferts des crédits**  
(en millions FCFA)

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE	Modification du montant de CP
2.136: Administration territoriale	11.444: Enseignement pré-primaire et primaire	2	288 250 000	288 250 000
2.136: Administration territoriale	11.458: Enseignement technique et professionnel	2	275 000 000	275 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.115: Affaires consulaires	2	35 855 866	35 855 866
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.444: Enseignement pré-primaire et primaire	2	46 063 283	46 063 283
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.451: Enseignement secondaire	2	60 171 716	60 171 716
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	12.472: Enseignement supérieur	2	120 916 375	120 916 375
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	12.486: Vie de l'étudiant	2	124 382 650	124 382 650
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	13.500: Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	2	928 982	928 982
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	13.507: Promotion des échanges	2	6 832 500	6 832 500
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	13.514: Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	2	9 212 500	9 212 500
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.549: Gestion fiscale	2	31 950 200	31 950 200
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15.577: Logement	2	1 102 500	1 102 500
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15.591: Equipement et infrastructures	2	853 941 416	853 941 416
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15.595: Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	2	1 875 000	1 875 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	16.605: Gestion et contrôle des activités minières	2	8 506 408	8 506 408
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	18.647: Sports et loisirs	2	4 027 500	4 027 500
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	19.668: Justice judiciaire et administrative	2	1 102 500	1 102 500
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	2	5 925 000	5 925 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2.136: Administration territoriale	2	3 510 872	3 510 872
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2.150: Prévention et gestion des catastrophes	2	281 842	281 842
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22.752: Protection et promotion de la famille	2	118 656	118 656
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22.759: Solidarité sociale	2	36 425 158	36 425 158
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	24.815: Gestion et contrôle des activités pétrolières	2	201 998	201 998
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.829: Prévention et sécurité sanitaire	2	41 592 546	41 592 546
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.836: Offre et accès aux soins	2	25 314 408	25 314 408
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.843: Lutte contre le SIDA	2	255 396	255 396
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	26.864: Police Nationale	2	1 680 000	1 680 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	27.871: Elaboration et pilotage de la politique économique	2	16 124 743	16 124 743
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	28.892: Fonction publique	2	930 804	930 804
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	29.913: Promotion de l'emploi et du travail décent	2	6 966 176	6 966 176
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	29.920: Formation professionnelle	2	809 976	809 976
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.164: Agriculture	2	17 078 000	17 078 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.171: Elevage	2	2 237 881	2 237 881
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.178: Pêche et aquaculture	2	6 274 000	6 274 000

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE	Modification du montant de CP
accidentelles et imprévisibles				
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.185: Développement rural	2	2 213 860	2 213 860
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4.199: Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	2	28 720 000	28 720 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4.206: Tourisme	2	1 228 652	1 228 652
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	6.290: Culture	2	248 352	248 352
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	6.297: Education populaire	2	557 000	557 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.311: Préparation et emploi des forces	2	1 241 760	1 241 760
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	9.381: Gestion Durable des Eaux et des Forêts	2	8 110 928	8 110 928
<b>Sous-total titre 2</b>			<b>2 078 167 404</b>	<b>2 078 167 404</b>
14.549: Gestion fiscale	14.528: Comptabilité et trésorerie de l'Etat	3	112 182 923	112 182 923
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.101: Affaires Etrangères	3	154 867 814	154 867 814
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.108: Intégration africaine et Coopération internationale	3	245 000 000	245 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.115: Affaires consulaires	3	80 811 555	80 811 555
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	10.423: Communication	3	34 716 384	34 716 384
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.444: Enseignement pré-primaire et primaire	3	991 199 948	991 199 948
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.451: Enseignement secondaire	3	2 267 321 144	2 267 321 144
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.458: Enseignement technique et professionnel	3	78 000 000	78 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	12.472: Enseignement supérieur	3	180 000 000	180 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	12.486: Vie de l'étudiant	3	276 140 000	276 140 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.549: Gestion fiscale	3	616 758 332	616 758 332
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15.595: Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	3	300 000 000	300 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	16.612: Régulation et stratégie industrielle	3	28 000 000	28 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	17.633: Transport aérien et par voie d'eau	3	80 177 428	80 177 428
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	19.675: Administration pénitentiaire	3	865 348 294	865 348 294
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	19.682: Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	3	259 200 000	259 200 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	19.689: Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	3	13 528 765	13 528 765
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2.136: Administration territoriale	3	125 000 000	125 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2.157: Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	3	44 410 524	44 410 524
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	21.234: Cour de Cassation	3	150 000 000	150 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	21.241: Cour des Comptes	3	100 000 000	100 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	21.248: Conseil d'Etat	3	120 000 000	120 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	21.724: Assemblée Nationale	3	521 000 000	521 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	21.731: Sénat	3	250 000 000	250 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22.773: Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	3	50 000 000	50 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.829: Prévention et sécurité sanitaire	3	34 458 108 236	34 458 108 236

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE	Modification du montant de CP
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.836: Offre et accès aux soins	3	14 271 312 477	14 271 312 477
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.850: Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	3	98 000 000	98 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	27.878: Concurrence et Protection du consommateur	3	54 442 542	54 442 542
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	28.906: Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	3	96 631 368	96 631 368
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	31.255: Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	3	104 000 000	104 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4.204: Pilotage et soutien aux politiques de la décentralisation, de la cohésion et du développement des territoires	3	14 500 000	14 500 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4.206: Tourisme	3	384 472 705	384 472 705
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	5.220: Conseil National de la Démocratie (CND)	3	160 000 000	160 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	6.290: Culture	3	97 632 488	97 632 488
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.311: Préparation et emploi des forces	3	18 251 954	18 251 954
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.332: Vie du soldat	3	630 732 480	630 732 480
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.339: Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	3	1 282 558 480	1 282 558 480
<b>Sous-total titre 3</b>			<b>59 614 305 841</b>	<b>59 614 305 841</b>
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.101: Affaires Etrangères	4	52 078 021	52 078 021
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1.108: Intégration africaine et Coopération internationale	4	1 290 771	1 290 771
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	10.416: Economie numérique	4	400 000 000	400 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.451: Enseignement secondaire	4	894 670 213	894 670 213
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.549: Gestion fiscale	4	32 123 400	32 123 400
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	17.633: Transport aérien et par voie d'eau	4	105 500 000	105 500 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	18.658: Soutien aux manifestations sportives	4	6 886 800	6 886 800
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	2.136: Administration territoriale	4	372 517 505	372 517 505
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22.759: Solidarité sociale	4	115 000 000	115 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	22.766: Protection sociale	4	207 800 000	207 800 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	24.794: Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	4	6 000 000	6 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	24.815: Gestion et contrôle des activités pétrolières	4	44 408 746	44 408 746
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.829: Prévention et sécurité sanitaire	4	256 230 725	256 230 725
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.836: Offre et accès aux soins	4	9 250 000	9 250 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	27.887: Appui à la stratégie d'investissement	4	311 375 000	311 375 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.164: Agriculture	4	209 422 988	209 422 988
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.185: Développement rural	4	55 555 000	55 555 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	31.285: Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	4	204 998 757	204 998 757
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	8.346: Coordination du travail gouvernemental	4	350 000 000	350 000 000
<b>Sous-total titre 4</b>			<b>3 635 107 926</b>	<b>3 635 107 926</b>
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.444: Enseignement pré-primaire et primaire	5	5 139 995 403	5 139 995 403

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE	Modification du montant de CP
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.451: Enseignement secondaire	5	1 250 000 000	1 250 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	11.465: Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	5	6 000 000 000	6 000 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	14.549: Gestion fiscale	5	1 033 616 755	1 033 616 755
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	15.591: Equipement et infrastructures	5	30 988 453 338	30 988 453 338
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	17.626: Transports terrestre	5	439 800 000	439 800 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	18.647: Sports et loisirs	5	314 333 489	314 333 489
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	25.836: Offre et accès aux soins	5	3 248 858 479	3 248 858 479
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	3.164: Agriculture	5	76 385 667	76 385 667
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4.206: Tourisme	5	723 000 000	723 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.318: Equipement des forces	5	1 592 025 313	1 592 025 313
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.325: Garde Républicaine	5	79 000 000	79 000 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.332: Vie du soldat	5	228 900 000	228 900 000
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	8.360: Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5	304 144 014	304 144 014
<b>Sous-total titre 5</b>			<b>51 418 512 458</b>	<b>51 418 512 458</b>
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	27.871: Elaboration et pilotage de la politique économique	6	1 384 552 125	1 384 552 125
30.955: Dotation pour dépenses liées à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN)	27.871: Elaboration et pilotage de la politique économique	6	900 744 143	900 744 143
<b>Sous-total titre 5</b>			<b>2 285 296 268</b>	<b>2 285 296 268</b>
<b>Total des transferts</b>			<b>119 031 389 897</b>	<b>119 031 389 897</b>

## CHAPITRE II : DE L'ANNULATION ET DE L'OUVERTURE DE CREDITS

**Article 23** : Sont annulés, les crédits non consommés du budget général pour un montant de **cent vingt-quatre milliards cinq cent millions quatre cent quatre-vingt-treize mille cent quatre-vingt-seize (124.500.493.196) FCFA**, retracés dans le tableau suivant.

**Tableau n°13 : Annulations de crédits**  
(en millions FCFA)

Titres et catégories	LFR 2020	Exécution 2020	Annulation	
			Valeur	Taux
Titre 2 : Dépenses de personnel	683 000	659 367	-23 633	-3%
Titre 4 : Dépenses de transfert	162 410	146 787	-15 623	-10%
Titre 5 : Dépenses d'investissement	380 000	296 778	-83 222	-22%
Titre 6 : Autres dépenses	24 170	22 148	-2 022	-8%
<b>TOTAL</b>	<b>1 249 580</b>	<b>1 125 080</b>	<b>-124 500</b>	<b>-10%</b>

**Article 24** : Sont régularisés, les crédits complémentaires d'un montant de **Cent trente-six milliards trois cent soixante-dix-sept millions cinq cent onze mille quatre cent quatre-vingt-quatre (136.377.511.484) FCFA** ouverts au titre de l'exécution de l'exercice 2020, retracés dans le tableau suivant.

**Tableau n°14 : Ouvertures des crédits complémentaires***(en millions FCFA)*

Titres et catégories	LFR 2020	EXECUTION 2020	Ouverture	
			Valeur	Taux
Titre 1 : Charges financières de la dette	276 483	316 038	39 556	14%
Titre 3 : Dépenses de biens et services	261 400	358 222	96 822	37%
<b>TOTAL</b>	<b>537 883</b>	<b>674 260</b>	<b>136 378</b>	<b>25%</b>

**DES DISPOSITIONS FINALES****Article 25** : La présente loi sera enregistrée, publiée et exécutée comme loi de l'État.

Fait à Libreville, le

Par le Président de la République,  
Chef de l'État ;**Ali BONGO ONDIMBA**Le Premier Ministre,  
Chef du Gouvernement ;**Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA**

Le Ministre de l'Economie et de la Relance

**Nicole Jeanine Lydie ROBOTY épouse MBOU**

Le Ministre du Budget et des Comptes Publics

**Madame Edith EKIRI MOUNOMBI épouse OYOUOMI**



